

COVID-19 : la fin du leadership américain ?

Laurence NARDON

Dans la crise mondiale qui se déroule sous nos yeux, il est beaucoup plus question de la Chine que des États-Unis. Le virus est apparu dans la région de Wuhan et c'est là que l'épidémie a battu son plein au premier trimestre 2020. Tirée d'affaire pour l'instant, la Chine est désormais en mesure d'exporter du matériel médical dans le reste du monde, ce qui lui permet de se donner l'image d'une puissance efficace, altruiste et responsable.

L'épidémie fait désormais rage aux États-Unis et fournit une nouvelle occasion au président Trump de mettre en œuvre ses méthodes de gouvernement si particulières. Au cours de son briefing quotidien à la Maison-Blanche et dans ses tweets toujours aussi nombreux s'étalent ses propos décousus, entre accusations tous azimuts et mépris de l'expertise médicale.

Les États-Unis ont refusé de prendre la situation en main au niveau international, l'administration Trump privilégiant une réponse uniquement nationale. L'épidémie de COVID-19 confirme-t-elle la fin du leadership américain ?

Les États-Unis en repli

Washington a annoncé la fermeture des frontières avec l'Europe le 12 mars sans que les capitales européennes aient été prévenues. La réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, tenue en visio-conférence le 25 mars, n'a pu diffuser un communiqué commun car le Secrétaire d'État Mike Pompeo exigeait l'emploi de l'expression « virus de Wuhan ». On est loin d'une puissance qui s'occuperait du monde, par exemple en partageant les connaissances scientifiques sur le sujet ou en coordonnant la répartition du matériel avec les autres pays.

Mais cette absence des États-Unis dans la gestion de la crise actuelle s'inscrit dans un mouvement de repli américain de plus long terme, et qui n'est pas sans justifications. La chute de l'Union soviétique en 1991 a provoqué aux États-Unis un moment d'*hubris*, entraînant des opérations militaires malavisées et une mondialisation aux conséquences néfastes

Laurence Nardon dirige le programme *Amérique du Nord* de l'Ifri.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0159-8

© Tous droits réservés, Paris, Ifri, 2020.

Comment citer cette publication :

Laurence Nardon,
« COVID-19 : la fin du leadership américain ? », *Chroniques américaines*, Ifri, 14 avril 2020.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tel.: (0)1 40 61 60 00
Email: accueil@ifri.org

Site internet :
www.ifri.org

(affaiblissement des classes moyennes, prédation de l'environnement, montée en puissance de la Chine). Aujourd'hui, l'opinion publique américaine est fatiguée des guerres en Afghanistan et en Irak, qui durent depuis les années 2000 sans perspective de victoire. Les intellectuels et les responsables politiques expriment de plus en plus clairement leur méfiance à l'égard de la Chine, vue à la fois comme une puissance autoritaire vis-à-vis de sa propre population, et comme une puissance commerciale qui abuse des passe-droits que lui a accordés l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

À Washington, le débat sur l'avenir du système international et le rôle que les États-Unis doivent y jouer fait apparaître plusieurs courants. Les « déclinistes » prédisent l'avènement d'un monde post-américain dans lequel la Chine serait le nouvel hégémon, ou alternativement, le retour d'un monde westphalien, organisé en sphères d'influences plus ou moins étanches. Les optimistes qui pensent que les États-Unis ont encore les capacités de jouer un rôle positif dans le monde ne sont pas les plus nombreux...

Avec Biden, oui à l'ONU, non aux interventions militaires

L'élection présidentielle de novembre 2020 est-elle susceptible d'apporter un éclaircissement sur la direction que prendra le pays à l'issue de la pandémie ?

Si le candidat démocrate l'emporte, une réorientation de la politique étrangère américaine est à attendre. Joe Biden s'est en effet engagé à rétablir la présence des États-Unis en tant que « puissance stabilisatrice dans le monde ». En réalité, beaucoup dépendrait du Secrétaire d'État choisi par Biden. Les noms qui circulent pour ce poste sont ceux de John Kerry, déjà Secrétaire d'État lors du second mandat d'Obama et de Susan Rice, conseillère à la sécurité nationale d'Obama pendant la même période. Ces choix très « obamiens » entraîneraient vraisemblablement un retour au multilatéralisme et au moralisme pratiqués par Obama et la majorité des présidents de l'après-1945, conjugué à une réticence marquée aux interventions militaires. La dégradation de la situation sécuritaire en Libye, au lendemain de l'intervention de 2011, et le refus d'agir en Syrie à l'été 2013 ont en effet marqué Kerry et Rice.

La panoplie de la puissance américaine

La réélection de Trump entraînerait en revanche la poursuite de sa politique étrangère nationaliste et égoïste jusqu'en 2024. Qu'elle s'installe en 2020 ou en 2024, la future présidence post-Trump aura la possibilité de redonner aux États-Unis un rôle de puissance responsable dans le monde. Face à la puissance chinoise, elle disposera de trois instruments différents :

La puissance militaire. Les Américains savent depuis Theodore Roosevelt et sa politique du *big stick* qu'une puissance ne peut rester écoutée et efficace si elle ne dispose de moyens d'actions militaires. La puissance militaire américaine reste pour l'instant très supérieure à celle des autres pays. Mais le déficit budgétaire abyssal des États-Unis va maintenir la tension sur le budget du Pentagone et l'écart avec la Chine pourrait se réduire à moyen terme.

La puissance financière et le droit américain. Tant que le dollar reste la principale monnaie de réserve, le droit américain s'applique de fait dans le monde entier. Les sanctions contre l'Iran, les embargos contre la Chine et la Russie entraînent des « sanctions secondaires » auxquelles sont soumises les entreprises européennes. C'est une arme dont l'efficacité contre les régimes autoritaires n'est pas certaine, mais dont le pouvoir de nuisance vis-à-vis de l'Europe est très forte. Or, son application n'est à aucun moment concertée ou négociée avec les alliés.

L'image. La culture populaire, la qualité des universités, la capacité d'innovation, mais aussi la tradition de liberté politique dessinent un *soft power* américain puissant, avec lequel la Chine pour l'instant ne peut rivaliser. Cette image américaine est cependant abîmée par l'érosion de la relation avec ses alliés : comment faire confiance à une nation qui brise ses engagements internationaux au gré de ses alternances politiques ?

La gestion nationaliste de la crise du coronavirus par l'administration Trump porte un coup supplémentaire au leadership américain dans le monde. Le président qui succèdera à Donald Trump fera sans doute le choix de redonner à son pays un rôle international important. Son administration disposera pour cela d'instruments puissants, mais la principale difficulté sera de rétablir une confiance durable avec les alliés traditionnels de Washington...